

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 Albi

Albi, le 25/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS CARRIERES DE LA MONTAGNE NOIRE

40 Route d'Arfons
81110 Dourgne

Références : 81-CARMIN-2024-12
Code AIOT : 0006802142

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement SAS CARRIERES DE LA MONTAGNE NOIRE implanté 40 Route d'Arfons 81110 Dourgne. L'inspection a été annoncée le 31/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CARRIERES DE LA MONTAGNE NOIRE
- 40 Route d'Arfons 81110 Dourgne
- Code AIOT : 0006802142

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire de la Montagne Noire est située en amont de Dourgne. Autorisée par l'arrêté préfectoral du 29 août 2013 pour une durée de 30 ans, elle produit au maximum 450 000 t par an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plans de phasage	Arrêté Préfectoral du 30/10/2014, article 5	Sans objet
2	Production	Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article DG3	Sans objet
3	Cote d'extraction	Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article CE 3-2	Sans objet
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article CE4	Sans objet
5	Protection des milieux et des espèces	Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article CE 6-2	Sans objet
6	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article SP1	Sans objet
7	Pollution accidentelle des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article PP2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas décelé de non-conformités lors de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plans de phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage
Prescription contrôlée : L'annexe 3 Plan des phasages de l'exploitation et coupes d'exploitation qui comprend 2 feuillets est remplacée par l'annexe 3 jointe à cet arrêté préfectoral complémentaire. Cette annexe comprend 7 feuillets : Annexe 3-1 à Annexe 3-7.
Constats : L'exploitant est actuellement en phase 3 de son exploitation conformément à son arrêté d'autorisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article DG3
Thème(s) : Risques chroniques, Production
Prescription contrôlée : La production annuelle maximale est limitée à 450 000 tonnes. [...]
Constats : La production sur les 5 dernières années n'a pas excédé 450 000t (385 000t au maximum en 2022).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cote d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article CE 3-2
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction
Prescription contrôlée : La cote minimale d'extraction est fixée à 400 m NGF. La hauteur des fronts et la largeur des banquettes sont compatibles avec la stabilité de la roche à l'endroit de l'extraction. La hauteur maximale des fronts est limitée à 15 m. La largeur minimale des banquettes est de 10 m.
Constats : La cote actuelle du carreau en exploitation le jour de l'inspection est à 490m NGF. Au regard de l'exploitation de la carrière, la cote la plus basse en exploitation est 460m NGF. Les fronts en exploitation ont une hauteur de 10 à 15m (hors front historique en entrée de carrière). Les banquettes sont supérieures à 10m.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article CE4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour au moins une fois par an un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés a minima :-les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,-les bords de la

fouille,-les courbes de niveau ou cotes d'altitude NGF des points significatifs,-les pentes des pistes utilisées pour l'exploitation,-les zones remises en état en les différenciant par type,-la position des ouvrages visés à l'article SP 2 ci-après et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,-la position des zones de protection des milieux naturels définies à l'article CE 6-2.

Constats :

L'inspection a consulté un plan d'exploitation datant de janvier 2024 sur lequel figure l'ensemble des éléments demandés (zones remises en état, cotes d'altitude, le périmètre d'autorisation, la bande des 10m, la limite des 50m et les zones à préserver).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection des milieux et des espèces

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article CE 6-2

Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité

Prescription contrôlée :

Le secteur boisé constitué par la parcelle cadastrée section C n° 897 du lieu-dit Saint-Chipoli de la commune de Dourgne, est préservé de toute exploitation. Une zone tampon de 25 m est préservée de toute exploitation sur le linéaire sud-ouest du périmètre de la carrière. Pour ce secteur, la végétation est conservée afin de protéger le Jasmin (*Jasminum fruticans*). Les pelouses thermophiles présentes à l'est du site au delà des banquettes, sont préservées de l'exploitation. La mare qui se situe sur les hauteurs du site au nord-est est préservée de l'exploitation.

Constats :

Il n'y a pas eu d'extraction sur la zone boisée (parcelle n°897). Une zone de 25m est conservée sur la limite sud-ouest du site (en dehors du périmètre d'extraction). Les pelouses thermophiles ainsi que la mare ont été conservées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article SP1

Thème(s) : Risques accidentels, Limitations d'accès

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant veillera tout particulièrement à l'intégrité de la clôture de la partie est du périmètre autorisé (présence du sentier de randonnée chemin des quatre Saints).

<p>Constats :</p> <p>Une cloture est présente le long du sentier de randonnée en partie Est de la carrière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est néanmoins demander à l'exploitant de mettre en place un portail en lieu et place de la cloture au niveau du sentier débouchant sur l'accès à la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Pollution accidentelle des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2013, article PP2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entretien et la maintenance des engins de chantier sont réalisés en dehors du périmètre de l'autorisation (dans l'atelier, situé de l'autre côté de la RD 12).Le ravitaillement des engins est réalisé au-dessus d'une aire étanche reliée à un point bas équipée d'un deshuileur/débourbeur.Le ravitaillement des engins d'extraction (pelle et foreuse) est réalisé au-dessus d'une aire étanche mobile.Un kit d'intervention, destiné à récupérer les terres souillées par une pollution accidentelle, est mis à disposition dans les engins d'extraction. Il est complété par un stock de sable ou tout autre matériau absorbant destiné à retenir les liquides polluants.</p>
<p>Constats :</p> <p>La maintenance des engins est réalisé dans l'atelier situé en dehors du périmètre carrière. Un stock de sable est disponible dans l'atelier.</p> <p>Les engins sont ravitaillés sur une aire bétonnée étanche, elle-même reliée à un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant déclare ne pas disposer d'aire mobile pour le ravitaillement de la pelle et de la foreuse et procéder à un ravitaillement bord à bord avec bac de rétention.</p> <p>L'exploitant indique que les kits d'intervention sont actuellement en commande.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance de la méthode de ravitaillement pour la pelle et la foreuse dans le but d'adapter la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>